

Chapitre III

DE L'IRAN AU NICARAGUA

A) ESCARMOUCHES

1) De l'émeute

Toute tentative des pauvres modernes pour organiser le débat sur le monde commence par une émeute : 1789, 1848, 1871, 1917, 1968 et en 1978 en Iran et au Nicaragua. Mais toute émeute ne conduit pas à la révolution, c'est-à-dire au moins au débat public où la totalité est posée ; ni même à l'insurrection qui est l'occupation publique d'au moins une partie d'une ville par ses habitants, contre l'Etat qui l'administre, après avoir repoussé ou battu les forces armées de celui-ci et s'être ainsi acquis le renfort d'habitants jusque-là passifs. S'il y a donc des émeutes qui ne conduisent ni à l'insurrection ni à la révolution, il n'y a pas de révolution ni d'insurrection qui ne commencent pas par une émeute. En effet, l'émeute est un début, et tant qu'il n'existe aucune science capable de prévoir une émeute, encore moins ses suites, chaque émeute mérite d'être considérée comme le début possible de la fin du monde.

L'émeute est un début de débat. Cette explosion qui en entraîne ou n'en entraîne pas d'autres, est le premier son, négatif, de la parole libre, l'exigence première de tout changement qualitatif. A moins que l'émeute il n'y a pas aujourd'hui de discussion publique possible, il n'y a que le monotone monologue de la gestion de ce qui est là. Comme le mot français le conserve avec une certaine insouciance, l'émeute est d'abord de l'émotion. Cette émotion n'est pas une émotion raisonnée, insinuée par quelque analyse, pensée, c'est au contraire une émotion explosive, irraisonnée, qui fait sauter la raison. Depuis le triomphe du positivisme, la raison est censée dépasser l'émotion. Mais depuis peu la raison est dissolue dans l'esprit, dans l'objectivité. La raison est aliénée, falsifiée, au point de prétendre elle-même susciter des émotions positives (cinéma, musique, publicité marchande, information dominante, par exemple, ne sont presque plus que de

laborieuses industries de sentiments artificiels), mais qui, plutôt que de conférer à la raison la vérité de l'émotion, étend à l'émotion la falsification, l'objectivité, qui dissout toute raison. La forme organisationnelle de la raison est l'Etat. Depuis que le monde est étatisé, le parti de la raison prétend éterniser le présent, ne veut plus d'histoire, excommunie le négatif, ce moteur de l'histoire.

L'émeute moderne est l'allumage du négatif. Cette émotion, devenue bidonville de l'authenticité, se retourne contre la raison, devenue palace de la falsification. C'est un renversement historique, que l'émotion, l'absence de conscience même, la gueuserie par excellence donc, réalise désormais la pensée, en s'insurgeant contre la raison comme pensée réifiée, comme éternisation de la domesticité à l'esprit. Cette dispute dont l'émeute est le début toujours jeune, n'est que la vieille dispute entre l'intransigeance de la subjectivité et le conservatisme de l'objectivité.

L'émotion collective c'est l'émeute, et la raison collective c'est l'Etat. Aujourd'hui toutes les émeutes sont contre l'Etat et tous les Etats sont contre l'émeute. Dans la même proportion que l'Etat et les idéologies qui le cimentent sont labourés par des bourrasques d'esprit, les émeutes des pauvres modernes contre l'Etat se multiplient. Or cette multiplication significative de négations radicales, au lieu de refléter la distance grandissante entre l'organisation immobile de cette société et le mouvement des humains qui la composent, est systématiquement minimisée : d'abord, le fait que les émeutes soient si courantes est présenté par l'ennemi comme si elles étaient donc un mal inévitable, sans signification historique, ayant toujours existé et qui existera toujours ; ensuite, c'est la police, donc l'Etat, qui a le monopole des informations sur les émeutes : si elle le peut, elle les tait, si elle ne le peut pas, elle en avoue des proportions aussi réduites qu'elle le peut (pour les manifestations contre un gouvernement il existe en règle générale trois chiffres du nombre des participants : celui des organisateurs, toujours bien au-dessus, celui de la police, toujours bien en dessous, et celui de l'information officielle, qui selon les sympathies de l'informateur préposé, oscillera entre ces deux extrêmes faux ; pour une émeute, il n'y a toujours que le chiffre de la police, puisqu'il n'y a pas d'organiseurs, et que l'information officielle est soit absente, soit réfugiée derrière les lignes de la police ; il en va de même pour l'évaluation des dégâts, le nombre de tués, de blessés, d'arrestations, le déroulement et la durée des combats) ; et, après coup, lorsqu'il s'agit d'expliquer l'émeute, les valets d'Etat et de plume la dévaluent en lui attribuant un prétexte politique ou économique trivial

et déprécient la grave question du mouvement d'humeur en concluant par des banalités sociologiques ou en criant au complot des valets adverses. Basses excuses auxquelles ils s'attardent d'ailleurs le moins possible, parce que plus ils parlent de l'émeute, plus ils trahissent qu'ils n'en ont jamais fait partie, et qu'au fond, ils n'en savent rien. D'ailleurs ces ignorants finissent par croire que plus leur télévision montrera de combats de rue, plus il y aura de combats de rue.

La majorité écrasante des pauvres modernes se fait de l'émeute une idée encore plus vague que ces dirigeants qui y sont confrontés. D'abord elle calque son opinion sur celle des informateurs : l'émeute est un excès regrettable. Le dialogue et la sagesse ont failli. Comment a-t-on pu en arriver là, ou plutôt, en laisser arriver là ? Pour toute réponse à cette pseudo-question, il y a, tout prêt à l'avance, un pseudo-sentiment, la désolation. Alors que pour l'émeutier l'émeute transforme une émotion en pensée consciente, pour le spectateur l'émeute transforme la raison en pseudo-émotion. Et il est donc incapable de communiquer avec l'émeutier qu'à son image il prive de toute responsabilité de l'émeute, même s'il le condamne. Ce pauvre moderne, absent de l'émeute comme de toute l'histoire, regrettera, navré, qu'on n'ait pas assez serré les boulons ou vissé les réformes, comme si l'émeute était, à son image, une erreur de gestion, tout ce qu'il y a de plus bête.

Mais autant les valets minimisent l'émeute, autant les pauvres modernes la mystifient. En effet, ils mystifient leur propre révolte, crue impossible (comme l'exprimait déjà la célèbre lettre de Ruge à Marx en 1843), et a fortiori, toute révolte réalisée. La proportion des pauvres modernes participant à une émeute est infime. Presque chaque émeute dérive d'une manifestation. Les manifestants sont déjà une minorité des pauvres modernes. Or, c'est une minorité des manifestants qui participe à l'émeute. Et c'est d'ailleurs une minorité des émeutiers qui se bat réellement. De sorte que presque tous les pauvres modernes de la ville même où a lieu une émeute, l'apprennent par l'information ennemie ; dont les explications maladroites et embarrassées d'un acte si terrible et si proche, tendent aussi involontairement à le grandir dans la représentation.

C'est pourquoi il est important pour les récupérateurs de fonder l'émeute dans le trivial. Systématiquement ils la fondent dans le prétexte de la manifestation d'où elle est issue. Ils commettent cette erreur méthodique parce qu'eux-mêmes ont quitté la manifestation avant l'émeute, dont l'essence se révèle précisément à l'instant où ils lui tournent les talons. Les palabres et même les concessions des

valets portent presque toujours sur le prétexte de la manifestation qui n'est même pas le prétexte de l'émeute, encore moins son fondement.

Les pauvres modernes absents ce jour-là, sont donc divisés entre les arguments des récupérateurs, raisonnables, et la vision épique de leur propre révolte, projetée sur l'événement qui leur a échappé une fois de plus. Il est pressenti qu'une émeute est une émotion comme personne ne risque d'en éprouver dans une soirée autour d'un verre, une sarabande comme personne ne risque d'en vivre dans une boîte de nuit. Même si la joie et la tristesse, la colère, l'amitié, la cruauté, le désir s'y dansent jusqu'à l'extrême fatigue, la prison et la mort, même si l'ardeur et la volonté sont à chaque instant bouleversées par les vertigineuses alternances de la lucidité et de l'ivresse, du courage et de la peur, jusqu'à la témérité et la panique, il n'y a là franchement d'épique que l'incroyable distance creusée par un long et tranquille mouvement des choses entre le quotidien et l'histoire, entre la survie et la vie. C'est que l'émeutier joue tout de même sa vie qu'oublie systématiquement le spectateur qui ne perpétue que son absence de vie, lorsque son jugement, le regard pensivement rivé sur ses charentaises, invariablement penche en faveur de sa raison, accaparée par les explications ennemies, au détriment de sa confuse rêverie, refoulée une fois de plus vers une occasion plus réaliste, plus charentaise.

Cette abdication, essentiellement, distingue ce que j'appelle pauvre moderne de ce que j'appelle gueux. Elle a pour conséquence la reddition au discrédit de l'émeute, selon la propagande ennemie, y compris la plus saugrenue. Après chaque émeute, l'une des deux factions de valets la fonde dans un complot, si ce n'est de l'autre faction, de l'épouvantail préféré de ses idéologues : communisme international, impérialisme, etc ... Je veux bien admettre que les anciens Grecs avaient des démagogues capables de les soulever ; mais regardez nos démagogues ! et regardez-nous ! Il passerait pour ridicule chez ces faquins d'aujourd'hui, salariés, dont les pensées sont rédigées par des agences de publicité, parmi lesquelles la parole ne s'accorde qu'à la ruse, de même avoir un programme pour l'humanité, de prétendre faire l'histoire, d'avancer un argument solide, c'est-à-dire télévisuel, qui ne fut ni économique, ni moral ; en face, mais séparée par des montagnes d'abstractions, cette foule divisée de semi-esclaves, semi-lucides, semi-apatiques. L'immense mouvement de la pensée qu'ils ont produit les isole, les immobilise, leur interdit de penser, d'agir ensemble. Nous avons certes des sensations, mais soit elles sont imitées ou suggérées, contradictoires ou sans ressort, et ne nous

soulèverons pas ; ou alors elles proviennent de nos déchirures intimes, soudaines, unissant tout au passage, jusqu'à leur dissolution policière, irrécupérables car spontanées. La spontanéité est la règle cardinale de l'émeute moderne. Tous les pauvres, en livrée ou en haillons, sont également soumis : il ne se trouve plus parmi eux des hommes capables de commander des émotions aux autres. Le complot est une activité basée sur le secret et le mensonge, une des grandes contradictions des partis ouvriers à l'époque où ils se proposaient la conquête du monde, et qui subsiste, plus même dans les fantasmes et dans les anathèmes que dans les faits, entre factions de valets rivales. L'ennemi distingue parfois dans les émeutes des martyrs ou des chefs ; mais toujours après coup, jamais au moment d'y aller. Au moment où la police ou l'armée charge une barricade, le plus beau discours, le plus retors complot ne peut décider un pauvre moderne à résister ou à fuir. Les martyrs des émeutes ne sont que des morts et les chefs des émeutes ne sont que les plus courageux des vivants qui n'ont d'autre autorité que l'exemple. Et si la calomnie voit parfois des professionnels de l'insurrection, c'est dans son miroir : les seuls qui sont payés pour revenir dans les émeutes sont les employés de l'ordre. Si vous êtes du côté du plaisir, vous ne côtoierez que des amateurs, et si c'est en différentes rencontres, ce sont les vrais amateurs. Quant aux semi-professionnels, aux militants sans carte qui croient pouvoir faire l'émeute par devoir, nous verrons plus loin leurs succès.

Les émeutes de 1978 ne sont pas comme toutes les émeutes. Le monde, les hommes, leur rapport ont changé. Les émeutes de 1978 ne sont plus des jacqueries, ni l'insurrection de 1905, ni mai 1968, elles sont plutôt la vérité des jacqueries, de l'insurrection de 1905, de mai 1968. L'information allemande depuis 1945 a réfléchi ce mouvement dans le vocabulaire, en substituant, pour nommer l'émeute, au mot *Empörung* (indignation) presque exclusivement le mot *Krawall* (tapage, boucan). Cette dévaluation date, en quelque sorte, la fanatisation virulente de l'information qui se dit objective. Mais le mot *Krawall*, qui évoque la grossièreté, la cuite bruyante, le manque de contrôle sur soi et l'absence de projet conscient, décrit aussi toute la sauvagerie spontanée et le mépris, autant des conventions que des lois, de l'émeute moderne, bien au-delà de la vertueuse indignation. Et, en effet, dans l'émeute d'aujourd'hui, les constantes sur lesquelles l'ennemi évite tout particulièrement de s'interroger, sont la jeunesse extrême des combattants, le pillage et la destruction de marchandises, la pyromanie et une intensité du vécu et de la pensée, qui est le plus redoutable à l'ordre établi, parce qu'elle constitue pour lui "un mouvement incontrôlable aux buts inavouables".

Cette communication vigoureuse et fruste est pour l'instant la base minimum irrécupérable. Le début de débat de cette époque qui feint tant de débats n'est même pas un cri, mais une onomatopée, un rot. Mais un rot de Cravan, de Pantagruel, qui peut libérer des flots. Lorsque le langage s'est dépouillé et appauvri jusqu'à se réfugier dans les gestes les plus grossiers, la théorie, qui ne s'est pas encore appropriée ce son informe qui est la première lettre, peut au mieux indiquer où et quand s'essaye le dépassement du jacassement illettré, interminable, impuissant et muet, parce que sans écho dans l'histoire, du monde monotone de l'immobilité entretenue.

Lorsqu'à l'émeute succède l'insurrection, comme en Iran et au Nicaragua, le débat, aussi maladroitement que puissamment s'articule, c'est l'offensive. Mais le plus souvent, l'émeute est juste une bombe de colère qui, quelques heures plus tard, n'est plus que de la fumée. Personne ne sait alors, ni ceux qui la combattent, ni ceux qui la sont, si cette explosion n'a pas troué quelque immense barrage, pourquoi, qui est responsable, s'il reste des munitions à l'artificier anonyme que l'impunité menace d'enhardir, et quand il va revenir faire le coup de feu. Devant tant d'inconnues, les valets choisissent toujours de croire que ce spectre qui vient de les égratigner n'existe pas vraiment ; et dans ces escarmouches où ils sont toujours touchés, ils se montrent faibles, peureux et vindicatifs, mais incapables d'une vision d'ensemble : ils n'entendent pas ces agressions soudaines comme des exclamations qui ponctuent, dans leur langue toute neuve, les sourdes ébauches de phrases d'Iran et du Nicaragua.

Suivons donc, dans sa chronologie, le curieux zigzag entre Téhéran et Managua de ces brusques éclairs, grands ou petits, qui éblouissent toujours, même un regard habitué aux différences de lumière.

2) BERLIN, ALLEMAGNE

En 1977, le prologue de notre période est à Berlin, comme la bataille décisive de 1917 en 1919, l'apogée de la contre-offensive ennemie en 1945 et le prologue de notre époque en 1953.

Le 7 octobre a lieu la "fête nationale" de RDA. Mardi 10, le "Tagesspiegel" de Berlin-Ouest, qui ne paraît pas le lundi, informe en peu de lignes que sur l'Alexanderplatz, 1 000 manifestants auraient commis des "Krawalle". "Des témoins oculaires rapportèrent en outre que de nombreux jeunes auraient crié "Russes dehors" et auraient brisé des vitrines." Le seul journaliste occidental présent aurait vu son matériau cinématographique détruit par des "hommes en civil", sous-entendu des policiers, mais il est possible aussi qu'il s'agisse d'émeutiers se payant les images d'un indic inconscient, à moins que le journaliste n'ait lui-même inventé sa propre agression, ayant manqué l'émeute et le concert de jazz d'où elle est partie (en 1977, le mot rock est encore, dans la presse, synonyme de violence ; l'appellation jazz atteste que le concert n'est pas "classique", mais innocent). Enfin si cette émeute est réduite à un entrefilet aussi confidentiel, c'est parce qu'au même moment, le spectacle de l'enlèvement de Schleyer par la RAF voile alors toute autre information.

Le 11, ce journal, tout aussi discrètement, annonce que "Russen raus" s'adressait en fait à un orchestre russe qui continuait à jouer à proximité (dimensions et configuration de l'Alexanderplatz permettent en effet cette promiscuité culturelle), alors que la police avait interrompu prématurément le concert de rock. Tant pis pour ceux qui n'ayant pu lire que l'entrefilet de la veille, croient toujours à un slogan politique ou à un mensonge de guerre froide. Le 12, la presse cherche à oublier l'émeute dans une polémique Est-Ouest : une protestation officielle de la RFA, comme quoi un de ses journalistes, pauvre chéri, a été empêché de travailler, aboutit à des excuses officielles de la RDA, à qui ça ne coûte pas cher dans sa hâte d'en finir.

Le 13, ce journal commente le communiqué de l'agence Reuter, paru seulement la veille : 3 morts : "Selon la source, l'un des policiers aurait été abattu par une caisse de bière pleine, l'autre poignardé avec un couteau. La jeune fille se trouvait parmi les personnes tombées dans un trou d'aération. 700 personnes auraient été provisoirement arrêtées." Il y avait donc d'abord eu une chute de spectateurs dans un trou d'aération, qui a fait éteindre l'électricité à la police, et

interrompre le concert. Furieux, les jeunes auraient alors injurié, puis attaqué les unités spéciales. La place étant bloquée par l'émeute, c'est sous elle qu'eût alors lieu l'évacuation des blessés de la chute, puis de la bataille, puis des inculpés. Notons au passage que s'il y a eu 700 arrêtés sur 1 000 manifestants, il y avait donc plus de policiers que de manifestants. Ces chiffres sont donc faux. Honecker annula aussitôt la réception qu'il donnait aux diplomates étrangers au Palais voisin. Le 14, la RDA avertit Reuter. "Inventé de A à Z, témoignage mensonger." Tagesspiegel rapporte en outre : "Un policier aurait été déshabillé par la foule furieuse et chassé à travers la place, racontent des témoins oculaires."

Le 15, la RDA montre les dents sans hausser le ton, ce qui est encore plus menaçant. Cet Etat se plaint que la presse occidentale exagère l'événement qu'elle devrait montrer comme une bagarre dans un concert pop ou dans un match de football occidentaux, "décrit pour ce que c'est, quelque chose qui n'est pas beau et qui dérange l'homme de la rue". Admirable esthétique que celle du mensonge stalinien qui fait de l'homme qui n'est pas dans la rue l'homme de la rue ! "Dans un commentaire à propos des incidents, le journal [stalinien, Neues Deutschland] accuse les médias occidentaux d'empoisonnement du puits." Et cet organe officiel menace d'en faire autant, mais à une source qui abreuve bien plus de monde : "La retenue de la presse et des médias de RDA dans les processus actuels de la scène terroriste en RDA y contraste de manière bienfaisante." Ce maintenant vous la fermez ou je l'ouvre, clôture toute information sur l'émeute de l'Alexanderplatz dans le Tagesspiegel. Et le 19, ce journal pouvait titrer ces deux mensonges manifestes : "Baader, Raspe, Ensslin se sont suicidés / Soulagement mondial à propos de la libération des otages."

Le 7 octobre 1978, les voyous de Berlin-Est n'ont pas repris leur sanglante et furieuse apostrophe de l'année précédente, étouffée par l'information, le terrorisme, le stalinisme et le mur de Berlin, bien plus sûrement que celle de 1953. Mais je peux vous assurer qu'ils n'en avaient rien oublié : c'est là que j'ai appris son existence.

3) QUITO, EQUATEUR

Le Monde, 6 avril 1978 : "De violentes manifestations étudiantes ont eu lieu à Quito, pour le troisième jour consécutif, en signe de protestation contre une hausse du prix des transports publics. Quatre manifestants ont été blessés par balles. Plusieurs centaines d'autobus ont été endommagés."

Le Monde, 7 avril 1978 : "Quelques trois cents personnes ont été condamnées à des peines de prison et à des amendes, après les manifestations de ces derniers jours contre l'augmentation du prix des transports urbains. Les troubles se sont poursuivis dans la capitale, le mercredi 5 avril, pour le troisième jour consécutif."

Le Monde, 13 avril 1978 : "Un policier a été tué et une dizaine de manifestants blessés, lors des troubles qui se sont à nouveau produits, mardi 11 avril, dans la capitale équatorienne. Les manifestants protestent contre la hausse de 40 % des prix des transports en commun. Plusieurs centaines d'arrestations ont été opérées, et le gouvernement a ordonné la fermeture, jusqu'à lundi prochain, de toutes les écoles primaires et secondaires. La majorité des manifestants sont des écoliers et étudiants."

"Les désordres durent depuis une semaine et ont provoqué la paralysie quasi-totale des transports en commun. Les rares autobus en circulation sont attaqués par les manifestants et quelques véhicules ont été brûlés. La police a fait usage de véhicules blindés pour disperser les étudiants qui dressaient des barricades et allumaient des brasiers dans le centre de la ville. Les troubles ont été particulièrement violents près de la faculté de médecine et de la maternité, qui a été investie par la police."

Voilà un événement qui parle de lui-même : prétexte, émeute, répression. Vous voyez ce que je veux dire. Non : aucun événement ne parle de lui-même. C'est le quotidien Le Monde qui en parle. Et aussi loin que j'ai poussé mes recherches, ce qui n'est pas très loin, il est le seul à en parler ; voilà pour le mérite.

Si l'on regarde attentivement les dates, ce mérite prend des tâches d'ombre. Le premier entrefilet signale l'émeute avec trois jours de retard ; le second, du lendemain, annonce que les émeutes se poursuivent, pour le troisième jour consécutif, donc soit c'est une pure redite de l'information de la veille, un remplissage, soit c'est un jour

d'escamoté ; et le troisième, pile une semaine après le premier, informe que l'émeute dure depuis une semaine : trois jours d'escamotés.

D'autres interrogations surgissent de ce qui n'est pas dit. Que s'est-il passé entre le 5 et le 11 avril ? Si ce n'est rien, pourquoi ? Si ce n'est pas rien, pourquoi le journal n'en dit-il rien ? Le 13, enfin, j'apprends que la première (et seule) victime est un policier. Si c'était vrai, je m'en réjouirais. Mais ce serait là un bilan tellement extraordinaire qu'il mériterait au moins un article de fond. Dans le doute, je suis conduit à m'interroger sur la source d'information du journal. Il est difficile de ne pas conclure que c'est l'employeur du policier, et uniquement l'employeur du policier. Ensuite, je veux bien que des étudiants manifestent contre une hausse du prix du pétrole. Mais que font les autres usagers, qui sont certainement beaucoup plus nombreux, alors que pendant dix jours on incendie les bus pour en faire des barricades ? Que font les employés de ces transports en commun ? En 1978, pour le lecteur du Monde, l'image de l'émeutier est encore l'image de l'étudiant parisien de 1968. Et comme l'étudiant a été battu en 1968, attribuer une émeute à l'étudiant c'est la minimiser, c'est la réduire à un remake d'une défaite qu'on connaît déjà. L'étudiant est depuis 1968 le seul responsable présentable d'une émeute, surtout dans un pays dont l'Etat est la source d'information, qu'il faut ménager. Le Monde n'hésite pas, dans ce but, à commettre ce petit amalgame courant et permis, qui fait qu'on nomme étudiants les élèves des primaires et secondaires. Car, ce 11 avril, ce n'est pas l'université qui a été fermée. Ainsi quand Le Monde parle des niños de Quito, il s'arrange pour que ses lecteurs comprennent gauchistes de la Sorbonne.

Mais après ce 13 avril, plus rien ; les "troubles" ont-ils continué ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ? Cette hausse des prix, sur laquelle on insiste tant, a-t-elle été maintenue ? Les prisonniers ont-ils été libérés, jugés, condamnés, massacrés, torturés, portés disparus ? Les écoles ont-elles été rouvertes ? La police a-t-elle quitté la maternité ? Cette façon d'informer où l'à-peu-près et le décousu sont la règle, où le mensonge par omission et par approximation n'est pas contraire à la déontologie, a pour effet le plus grave que les émeutiers des différents pays, divisés par l'information, ne se comprennent ni ne s'émeuvent ensemble. Le Monde n'a pas levé la compréhension de la mystérieuse émeute de Quito, qu'il a plutôt contribué à vaincre. Mais l'émeute de Quito a fourni le mode d'emploi de l'information sur l'émeute dont Le Monde nous a fait la grâce imprudente. Le Monde

est un grand journal, qui, s'il avait osé, se serait appelé Le Monde Objectif. Car c'est à objectiver le monde que Le Monde s'emploie, quotidiennement, avec cette espèce de fierté modeste que ses concurrents lui envient, comme des parvenus envient sa distinction compassée à un vieil aristocrate pointilleux. C'est la mode : les informations se suffisent à elles-mêmes, car elles sont objectives. Que de films, que de romans, que de sentences publicitaires sont faites sur ce mépris du public, déguisé derrière sa responsabilisation, sur cette lâcheté d'informateur, qui n'ose pas dire ce qu'il pense derrière la ceinture de chasteté de l'objectivité : j'te balance une information dans la gueule, je chie dans le vent, et tu comprendras *bien*. Le Monde est le prototype de l'informateur public tellement habitué à être lu sans être discuté, compris, et à des lecteurs qui n'agissent pas, qu'il prend ces lecteurs, sans même plus s'en apercevoir, pour des cons.

Vengeons-nous, pour une fois, de cette désinvolture de nos ennemis par leurs propres armes. Retournons contre eux leur propre silence. Et buvons à l'honneur des gueux de Quito, qui seuls depuis la ceinture du monde, en avril 1978, ont salué l'histoire, alors que leurs dirigeants, d'ordinaire si prompts à poser, si coquets à étaler leur grandeur morale, la beauté de leur Etat et de son idéologie, qui ont choisi l'omerta, ne méritent donc pas ici de sortir nominalement de leur basse crapule pour entrer dans la postérité.

4) LAGOS, NIGERIA

Le Nigéria est le pays le plus peuplé d'Afrique. C'est plutôt son Conseil Militaire Suprême que son actuel chef, le lieutenant-général Obasanjo, qui en paraît le dictateur. Mais douze ans de purges intestines, de critiques internationales, de discrédit intérieur ont usé cette militocratie. Lorsque, comme dans cet Etat fédéral, les militaires ne sont pas divisés selon les partis politiques, mais les partis politiques sont clients de l'armée, cette corporation peut se dépouiller des insignes du gouvernement en en retenant l'effectivité. Ainsi, en mars 1978, siège déjà une Constituante dont les scandales et hauts cris devront amuser la galerie, faire diversion, jusqu'au moins en octobre 1979, date prévue pour le changement de régime. Sa dernière frasque mérite d'être rapportée : les députés islamiques viennent d'exiger, et se sont vus refuser la shari'a. Ces députés du passage des militaires aux

civils imitent ainsi le passage des civils aux militaires pakistanais. Un an avant l'instauration du Code Islamique en Iran, les pro-grès du néo-Islam sont déjà dans le monde, et ce qui les cause y est aussi.

"Ingrate, surpeuplée, épuisante, Lagos secrète la violence. L'escalade de la criminalité y est alarmante : des bandes de pirates écument la rade ; des maraudeurs nocturnes dévalisent les automobilistes, défiant la police jusqu'au coeur de la ville ; le lynchage est monnaie courante. Le dimanche à l'aube, les criminels de droit commun sont passés par les armes à Bar Beach, jolie plage de sinistre réputation. Le spectacle fait recette."

"Prior to the disturbances among university students in april 1978, unrest had occurred in late 1977 and early 1978, 1- among students of polytechnics and colleges of technology protesting against a restructuring of courses ordered by the federal Ministry of Education and 2- among teachers and pupils at secondary schools in a number of states whose Governments had announced the posting of military personnel to schools to "maintain discipline". C'est dans ces eaux mouvantes que le Conseil Exécutif Fédéral annonce pour compenser la baisse du prix du pétrole, dont le Nigéria est exportateur, que des économies seront faites dans les dépenses publiques ; et ce gouvernement ajoute, à titre d'exemple, le 6 avril 1978, avec une délicatesse toute militaire, que les prix d'inscription à l'université (150 Nairas) vont un peu plus que tripler (468 N).

L'émeute qui commence est le cheval de Troie du monde moderne au Nigéria. Et comme le cheval de Troie, elle est divisée en deux : le cheval lui-même, en bois, c'est-à-dire les étudiants, qui appâte les gogos troyens ; et à l'intérieur, la colère d'Agamemnon, la vengeance de Menelas, l'intelligence d'Ulysse, les ombres de la force d'Ajax et du courage d'Achille, le fer et le feu, la guerre et les gueux.

Une espèce de NUNS (National Union of Nigerian Students) manifeste toute sa radicalité par un terrible boycott des cours à partir du 17 avril. Le 18, à Lagos, la police anti-émeute contient une manifestation à l'intérieur du campus. D'énigmatiques combats ultérieurs font déjà deux morts. Le 20, ce sont toutes les universités de province qui s'insurgent. Si l'université est province dans la capitale, elle est capitale dans la province. C'est en effet à Zaria que l'affrontement le plus violent a lieu, l'écho y dépasse en volume la source du bruit : 6 morts, dont 4 étudiants (mais moi je dis : dont 2 non-étudiants), déjà. C'est l'armée qui se charge maintenant de fédérer la répression, comme déjà l'Etat. Toutes les grandes villes ont

l'université assiégée ou fermée. Des combats ont lieu à Zaria, Lagos, Ifbenin, Ibadan, Enugu, Ife. Le 21, interdiction de l'espèce de NUNS. Les trois principaux quotidiens du pays critiquent l'armée. Parmi ces Cassandra de profession, le New Nigerian, organe du gouvernement, et le Daily Times, 60 % de participation gouvernementale, demandent même la démission du ministre de l'Education, dont je me demande bien ce qu'il a à voir là-dedans. Le spectacle fait recette.

Fin de la tragi-comédie estudiantine, fin du détour dans les provinces, fin des rapports de la presse, fin de la guerre de Troie, le spectacle ne fait plus recette. C'est la nuit noire, lorsque les héros de légende sortent du grand cheval de bois et se répandent dans les rues de la ville endormie : "serious rioting was reported to have occurred in several areas of Lagos on a number of occasions in the two weeks following the April 78 disturbances, in which non-student elements were said to have taken advantage of the prevailing tense atmosphere to indulge in what the police described as "lawlessness, hooliganism, looting, robbery and arson"." D'ordinaire ce n'est pas la police que nous écoutons. Mais quand elle découvre avec une indignation aussi ingénue des fantômes aussi connus de nous, ne devons nous pas rire de sa naïveté ? Laissons, momentanément, à ces embarras insurmontables cette police nigérienne, pour retrouver ailleurs les spectres qui la dépitent.

5) ATANANARIVO, MADAGASCAR

En 1972, l'île de Madagascar connut l'avertissement des temps que voilà. Les observateurs ennemis en firent un "mai malgache", voulant marquer par là que Madagascar sous-développé n'avait plus que 4 ans de retard sur son ancienne métropole, ce qui, d'ailleurs, confère une supériorité évidente à ces observateurs sur ce sanglant hoquet atananarivien, conséquence aussi logique que digestive du Coca-Cola parisien. Mais il y eut plusieurs dizaines de morts qui ne purent être camouflés en accidents de la route, comme à Paris ; et le président, Philibert Tsiranana, qui n'était pas De Gaulle, mais social-démocrate, chuta ; et l'armée, qui n'était pas à Baden-Baden, prit sa place, en même temps qu'un marxisme-léninisme, qui n'était pas de Geismar ou de Krivine, mais qui, comme une annonce codée au

bridge, est une annonce de la couleur du fournisseur d'armes ; enfin, le mois de mai à Madagascar, n'est pas au printemps, mais à l'automne.

Le 3 mai 1978, commence une grève scolaire pour protester contre un système d'examens favorisant un niveau trop bas (eh oui !) du bac-calauréat, et plus bas en province que dans la capitale. Dans la capitale, élèves et non-élèves manifestent le 29 mai. "The demonstrations degenerated into violent clashes, between the forces of law and order and the groups of young people who were variously described as "vandals" and "uncontrolled elements" by the authorities" : 2 morts au moins. Merci au passage à l'African Research Bulletin pour ce jeu de mots d'autant plus drôle que reflétant fidèlement l'affolement du gouvernement malgache, qui paraît, avec toute la chaleur du moment, absolument involontaire : "Police were said to have opened fire and police headquarters to have been burned down." Le soir même, le gouvernement décrète le couvre-feu.

Le 30 mai, le Conseil Militaire Suprême, qu'en marxiste-léniniste on appelle Conseil Suprême de la Révolution, et qui dissimule par sa collectivité, réunie depuis la veille, les genoux flageolants de l'Obasanjo local, le président Didier Ratsiraka, décide d'envoyer l'armée. Après tout, Marx ne l'interdit nulle part et Lénine le conseille souvent. "The government decided to call the army on the 30th after it became clear that the unrest showed no sign of dying down. Crowds of youths rampaged around the city center looting stores and no attempt was made to stop them. Instead huge crowds gathered as groups of youngsters smashed their way through barred shop-windows, helped themselves to the content and then set the buildings alight." C'est mai, le mal gâche ses biens, c'est bien, les Malgaches s'aimaient. D'ailleurs, le mal gâche les temps et le Malgache l'étend. "But their involvement became necessary when it was apparent that the police could not possibly control the situation." Cette phrase justifie évidemment l'intervention des soldats, pas celle des émeutiers. Le soir de ce mardi 30 le centre-ville est bouclé, c'est-à-dire que l'information publique est exclue du champ de bataille. A partir de ce moment, il devient difficile de dresser une chronologie, ou même un bilan des dégâts, quand les deux partis se battent en silence, l'un résolu aux dernières extrémités pour faire cesser les premières, l'autre léger et insaisissable, que le dernier communiqué avant le black-out déleste des apprentis récupérateurs effrayés : "Les responsables présumés des désordres sont des jeunes gens de quinze à vingt-cinq ans appartenant aux couches les plus démunies de la population. Les étudiants, initialement suspectés d'avoir été à l'origine

des troubles ont annoncé qu'ils se retiraient des manifestations "celles-ci ayant été détournées par un mouvement incontrôlable aux objectifs inavouables" apprend-on de source informée."

Puisque "le calme est revenu grâce aux efforts conjugués des autorités et de la population" et que les forces de l'ordre "n'ont utilisé aucune arme à feu", il faut donc conclure que c'est par la persuasion, son arme naturelle, que l'armée a pacifié le centre d'Atananarivo interdit aux témoins, et que les 2 morts du 29 étaient en fait des accidentés de la route, dont la police de Madagascar manquait encore tant en 1972. Ces pacifiques forces armées restent massées autour du palais présidentiel, où on a encore chaud aux fesses (saloperie de mai malgache !) pendant que les rideaux de fer continuent à ravir aux regards la tranquillité retrouvée des commerçants de la capitale. Radio Madagascar nous rappelle comment une émeute moderne fait joliment affabuler les staliniens de circonstance : elle se situe en effet "dans un contexte global de déstabilisation des régimes progressistes, installés dans certains pays du Tiers monde". Mais cette thèse de la machination entre en contradiction avec l'identité première des émeutiers "tour à tour appelés "vandales" ou "éléments incontrôlés" par les responsables malgaches". Supposer que de simples vandales, des éléments incontrôlés, donc contrôlés par personne, puissent ourdir cet immense complot contre plusieurs Etats, relève soit d'une bien étrange apologie du vandalisme, soit, plus probablement, de la caractéristique incohérence immédiate du débit idéologique, lorsqu'il est accéléré par une très grande peur. Ce n'est que le 4 juin que le Premier ministre, le colonel Rakotoaritoana ose sortir de son trou à rats pour tenir, au stade national, un meeting pour "l'union nationale" et contre les "valets de l'impéria-lisme"(sic) ; le même jour, on arrête des "mercenaires présumés" qui avaient tenté de se faire passer pour citoyens bulgares (resic) donc des méchants qui avaient tenté de se faire passer pour bons ; le 7 juin, enfin, 90% des élèves et la majorité des professeurs sont retournés au travail, information censée détourner l'attention de tout de même 10% d'absents, sans parler de ces émeutiers dont s'étaient désolidarisés les étudiants au moment de la bataille, et qui ne sont donc probablement pas scolarisés.

Mais dépassons cette triste inquiétude par une heureuse nouvelle qui est un symbole joyeux : Philibert Tsiranana, démis à la suite du mai de 1972, est mort, le 16 avril 1978, à la veille de mai de 1978, où moururent son monde et son temps, sur l'île de mad, mad, Madagascar.

6) KINGSTON, JAMAÏQUE

Les émeutes de Quito, Lagos et Atananarivo contiennent les ingrédients nécessaires et suffisants pour fabriquer l'image de synthèse de l'émeute contemporaine qui permet de les oublier, de les confondre toutes. Combien de contemporains qui ne me connaissent pas peuvent affirmer que cette première émeute non-iranienne de 1979 je ne vais pas l'inventer ? Quelle mémoire individuelle de non-spécialiste peut trancher, en toute certitude, entre la réalité ou l'illusion de l'émotion publique à Kingston, en janvier 1979, après n'avoir lu que la chaîne de stéréotypes du communiqué suivant ? "Toutes les manifestations et réunions publiques ont été interdites, jeudi 11 janvier, sur l'ensemble de la Jamaïque. Sept personnes (dont trois policiers) ont été tuées depuis le début, lundi, des émeutes contre le gouvernement de M. Michael Manley, Premier ministre socialiste ami de M. Fidel Castro. La violence, politique ou non, est endémique en Jamaïque, mais les incidents de cette semaine sont les plus graves depuis plusieurs années. Les troubles ont pour origine la décision d'augmenter d'environ 7 % le prix de l'essence." Cette nouvelle, si l'on change simplement les noms, les lieux, les dates, devient sans âge, pourrait facilement s'inventer ; à l'inverse, les invraisemblances et les omissions paraissent si grossières qu'elles reflètent ce type de vérité que les informateurs voilent trop hâtivement pour l'avoir trop hâtivement dévoilée : le chiffre d'augmentation du prix de l'essence est inférieur à l'inflation ; le score des victimes (4 à 3 pour l'Etat) est improbable ; pas de vieux, pas de jeunes, pas d'ouvriers, pas de chômeurs, pas même d'étudiants ; pas de passé à cette bataille qui a duré au moins trois jours, pas d'avenir, pas même de présent, tant ce stéréotype d'émeute absorbe en son triste résumé tout courage et tout plaisir, toute angoisse et tous les coups, toute conscience de révolte et toute révolte de conscience, tout vécu.

La censure, ou auto-censure, je ne sais pas, qui suivit ce pourtant maigre entrefilet, ne se relâcha qu'une fois le danger passé. Comme la version sandiniste au Nicaragua, la version gouvernementale de gauche demeura indiscutée. M. Manley est l'ami de M. Castro. La Jamaïque, Etat associé au Commonwealth, n'est séparée des USA que par Cuba. Le match gauche-droite peut se réchauffer dans cette petite casserole toute neuve. L'émeute y disparaît dans le clapotis des complots, sous les relents de guerre froide. "The Prime Minister described the demonstrations as a cover for "an organized plot to

overthrow my government” while the JLP accused the security forces of helping PNP members to intimidate protestors." La gauche (PNP) et la droite (JLP) se soutiennent mutuellement en s'accusant de crimes qu'elles n'ont pas commis. Un degauche farouche ajoute ultérieurement ces précisions : "On the pretext of an increase in petrol-prices, mass protests irrupted across the country, carefully organized by a new front-group of the JLP, the National Patriotic Movement, 500 barricades were thrown up in the streets of Kingston plus others in Montego Bay, Ochos Rios and other towns. This was on 8 January 1979. Vehicles were burnt, tyres slashed and open skirmishes occured between the supporters of the rival parties and with the police until marches and public meetings were barred two days later. Although planned and coordinated by the JLP, the petrol-price protests stuck a responsive chord among wider layers of the population. Three bauxite/aluminium operations were brought to a standstill by protesting workers or by companies that were glad to go along with the protest. Dissatisfaction with the PNP began to rise steadily. One of the most significant aspects of the petrol-price demonstrations was the refusal of the police to take action. They had crossed the threshold to the JLP." Cette dernière insinuation, à elle seule, est d'une telle énormité qu'elle discrédite tout ce qui précède, avec quoi elle entre d'ailleurs en contradiction : l'auteur dit au début qu'on s'est battu avec la police, et à la fin, que la police a refusé d'agir. Par quel miracle le gouvernement Manley a-t-il pu survivre à un parti d'opposition suffisamment fort pour émouvoir la rue comme Napoléon débarquant d'Elbe, mais qu'en plus la police, comme Ney, vient y rejoindre ? Cette fantasmagorique alliance émeutiers-policiers est démentie par le nombre de morts dans chaque camp, que le menteur (dont les mensonges sont notre véritable source d'information) omet évidemment. Mais il en rajoute : "Also in February price increases were anounced on 21 basic commodities, the JLP called a one-day general strike, dubbing it a “National Day of Peace and Justice”. But the 19 February action met only partial success." Un mois après l'émeute qu'il aurait suscitée, en retournant de plus sa borne policière, le JLP n'arriverait qu'à se faire très peu suivre sur une action défensive, passive, démobilisatrice, typique d'une opposition qui n'a jamais craint que d'être débordée ! Enfin "by March 1979, confrontations with major unions were increasing. Strikes broke out in the Post Office, the telephone company (Jamintel) and the Gleaner." ("As all this was happening the JLP and the Daily Gleaner were spewing anti-communist rhetoric.") "Finally the government sat down with the leaders of 12 Unions and agreed to allow some wage

increases over the IMF-imposed limits." Deux mois seulement après l'émeute, son onde de choc en arrive aux accords de Grenelle, où le gouvernement préfère affronter le courroux du FMI plutôt que de réveiller celui de la rue. C'est une règle de l'émeute moderne, spontanée et anonyme : ses conséquences immédiates sont encore visibles plusieurs semaines plus tard. L'intensité d'un immense plaisir ou d'une très grande peur est souvent rétrospective, s'étale dans le temps. Savinkov illustre ce décalage à propos de 1905, où la routine "révolutionnaire" et anti-révolutionnaire continuait alors que l'insurrection avait déjà lieu, et où, longtemps après qu'elle fût déjà battue, la plupart des intéressés pensait encore qu'elle était en train de triompher.

Mais il eut mieux valu, pour ces informateurs et pour nous, plutôt que de restituer un conflit dont certains protagonistes mis en scène auraient même paru archaïques en 1905, nous expliquer le sens réel de cette formule fourre-tout : "La violence, politique ou non, est endémique en Jamaïque" ; il eut mieux valu, plutôt que de réfléchir d'improbables complots, nous expliquer l'absence d'étudiants ; il eut mieux valu se taire, plutôt que de parler d'émeute en Jamaïque sans parler de rastas.

Après que Haïlé Sélassié fut couronné Negus, empereur d'Éthiopie en 1930, un certain Marcus Garvey en Jamaïque, prêche le retour en Afrique, et l'existence du messie noir, du dieu vivant Rastafari (Ras signifie prince en amhari et Tafari est le nom de famille du Negus). Tout ce qui n'est pas noir est proscrit, Babylone. La bible a été écrite par des noirs pour des noirs. Ni la visite de l'empereur éthiopien en Jamaïque en 1966, ni sa chute et sa mort sans gloire, huit ans plus tard, n'ont convaincu la secte de sa non-divinité.

Car déjà la visite du Negus est une première indication de la saisie et de l'aliénation de la secte originelle par l'esprit du monde. Quelques années auparavant, déjà, les rastas se sont forgés un style musical distinctif, le reggae. Dix ans plus tard, le reggae campe dans les hit-parades du monde entier ; les dread-locks, la coiffure rasta, deviennent une mode ; et des jeunes, ignorant tout de l'empereur d'Éthiopie, se disent rastas, d'abord dans toutes les Caraïbes, puis en Amérique du Nord, en Afrique, en Europe. Mais une autre marchandise a contribué davantage encore que la musique à muter mondialement les rastafarians en rastas. Dans leurs meetings hebdomadaires ou mensuels on danse, chante, médite, prie et fume le "ganja". Ailleurs le ganja est ce qu'on appelle marijuana. "On estime que la Jamaïque a la plus grande densité de fumeurs de cannabis du

monde : 60 à 70 % de la population boit, fume et absorbe du Ganja sous une forme ou une autre." Notons que les non-violents rastafarians sont hostiles à l'autre drogue folklorique des Caraïbes, le rhum, parce que le ganja rend cool, alors que le rhum rend violent. Mais entre-temps le ganja n'est plus, en premier lieu, l'indispensable outil de méditation d'une secte rigoriste, mais la ouate pour week-end de la middle-class américaine, son supplément de vacances au Sex, Sand, Sun, Sea, lorsque, touriste, elle submerge les Caraïbes. En tant que marchandise, le ganja est d'autant plus convoité que la demande dépasse de beaucoup l'offre, d'autant plus excitant qu'il est illégal. Et au début de 1979, justement, sa légalisation revient une fois de plus au centre du débat public en Jamaïque, et sera une fois de plus rejetée : les derniers à avoir eu intérêt à la fin de la prohibition de l'alcool aux USA en 1930, étaient les trafiquants. Les profits et les risques du ganja provoquent désormais des méditations bien moins cool que le retour du messie noir.

En se multipliant par la prostitution du reggae et du ganja, les rastas ont changé. L'augmentation de la criminalité force d'admettre que, ganja ou rhum, ce n'est pas dans la substance annexe que naît ou disparaît la violence ; et si "dread" signifie toujours rébellion, dans le monde cette rébellion n'est perçue que comme style capillaire. Les rastas sont devenus des pauvres modernes typés, réprimés, à la révolte figée dans son spectacle, qui ont beaucoup perdu de leur foi en Dieu et la Loi. Le spécialiste Klaus de Albuquerque divise les rastas en quatre groupes : 1- associé à l'église orthodoxe éthiopienne 2- gardien du culte traditionnel 3- rastas "touristes" 4- rastas des classes laborieuses, plus sensibles au caractère social et culturel que religieux. Les deux premiers groupes sont de minuscules fossiles ; le quatrième groupe est majoritaire en Jamaïque, le troisième hors de Jamaïque ; les deux derniers groupes sont composés de jeunes. La gauche jamaïcaine (qui se stalinise depuis son accès au gouvernement en 1972) courtise le mouvement rasta, jeune, prolétarisé, et, dieu merci, sans théorie mais avec beaucoup d'hypocrisie, parce qu'elle rencontre plus de mépris que de prise dans cette religion concurrente, apolitique et aux moeurs si peu socialistes. C'est pourquoi les degauches préfèrent parler de l'émeute de Kingston en termes de droite-gauche, de complots, de policiers félons. Le mouvement rastafari, ce bâtard de la religion et de la rébellion, se décompose dans la composition accélérée du spectacle rasta, qui défonce bien plus que le ganja, devenu moyen, non plus pour que des humains maîtrisent une abstraction, mais pour qu'une abstraction maîtrise des humains. Les jeunes de la Jamaïque, qui sont une vitrine dans le monde, sont un ghetto en Jamaïque. C'est le ghetto

lui-même qui constitue cette vitrine si pittoresque. Le boutiquier Manley et ses commis ne peuvent pas la détruire, c'est trop de bénéfice, et sont obligés de la condamner, c'est trop d'indécence. Eux qui s'adjugent, comme degauches, le monopole de la révolte, sont obligés de séparer la révolte perpétuelle figée en vitrine de la révolte historique réalisée à Kingston en janvier 1979, contre eux, qui partie de la vitrine, s'est propagée dans toute la boutique, store baissé, lumières éteintes. L'état du stock est assez endommagé, mais la vitrine est intacte. Conclusion : la violence, politique ou non, rastara encore longtemps endémique en Jamaïque.

7) BALTIMORE, ETATS-UNIS

Faisons ici, parodie de l'information ennemie, une pose météorologique au milieu de notre recensement d'intempéries locales :

"Le mauvais temps

"Scènes de pillage à Baltimore

"Baltimore (Reuter). La police de Baltimore a tenté, mardi 20 février, de mettre un terme aux scènes de pillage qui se poursuivaient dans la ville paralysée par la tempête qui a couvert toute la côte est des Etats-Unis d'une couche de neige de 60 centimètres. Environ 700 personnes ont été arrêtées pour pillage ou pour ne pas avoir respecté le couvre-feu instauré mardi pour la deuxième journée consécutive entre sept heures du soir et cinq heures du matin à la demande du maire Mr. William Schaefer. Les prisons municipales sont pleines et la police a été obligée de garder dans ses bureaux des pillards pris en flagrant délit."

Le 20 février 1979 à Baltimore, c'est bien le même temps que le 14 juillet 1977 à New York.

8) BANGUI, CENTRAFRIQUE

La dévaluation du concept d'Empire ne se lit nulle part mieux que par rapport à la France : pour l'Empire romain, l'actuelle France ne participait que de quelques provinces lointaines ; sous l'Empire franc, ce territoire était déjà comme le cœur ; sous les Bonaparte, l'Empire français, à quelques fluctuants territoires près, était la France d'aujourd'hui ; sous la République qui suivit, l'Empire n'était plus que ce qui était soumis à la France, sans la France ; et aujourd'hui c'est une fraction de cet empire colonial, le Centrafrique, qui porte le nom d'Empire. C'est l'Etat français qui a conféré ce titre à sa préfecture nègre, au territoire de bric et de broc, dont elle paye maigrement les fonctionnaires, arme maigrement les troupes et éponge grassement le déficit, parce que l'indépendance du Centrafrique en tant qu'Etat paraissait si factice qu'il semblât nécessaire d'user d'un expédient solennel. C'est le président français, Giscard d'Estaing, qui aimait à chasser en Centrafrique, qui soutint avec les deniers publics le couronnement du préfet-dictateur local, Bokassa, en décembre 1977, dans une cérémonie dont la bouffonnerie devait faire oublier le cruel sérieux. Jamais d'ailleurs et à cause de cela, le Centrafrique ne fut considéré autrement dans le monde que comme un théâtre de marionnettes (cette condescendance, où le mépris pour les hommes d'Etat passe allègrement au mépris pour les hommes vivant dans cet Etat, se retrouve d'ailleurs pour d'autres Etats, surtout africains). Si bien que, à peu de temps de là, Giscard connut les plus grands embarras, lorsqu'il ne put se disculper tout à fait d'avoir reçu en cadeau, de la part de son guignol nègre, entre-temps remplacé, quelques diamants centrafricains.

Mais à Bangui, où il n'y a rien d'autre, il y a déjà des pauvres modernes : le 15 janvier 1979, l'empereur décide que les élèves porteront l'uniforme pour les distinguer des délinquants. Il s'avère alors que le monopole de la vente et de la fabrication de ces uniformes appartient à une entreprise qui, elle, appartient à Bokassa. D'autre part, la majorité des parents d'élèves sont des fonctionnaires, qui, comme si souvent, n'ont pas reçu leur salaire, et ne peuvent pas faire face à cette taxe imprévue. Le 18 janvier, les *enfants* descendent dans la rue, attaquent le centre de Bangui et "ont donné lieu à de nombreuses scènes de pillage. Cette explosion de violence spontanée a été presque immédiatement maîtrisée" ; le 19, ils attaquent le magasin "le Pacifique" qui appartient à l'impératrice. Les enfants lancent des

cailloux, l'armée tire sans sommation. "Les parents des victimes sortent les arcs dans les quartiers du nord de la ville : au moins cent soldats sont tués par des flèches empoisonnées. Il s'ensuit une répression aveugle et folle dans la nuit du 19 au 20 janvier." Le lendemain "on entendait alors des tirs de mortiers sur les quartiers proches de l'aéroport, où de véritables combats ont eu lieu, malgré le couvre-feu". L'armée zaïroise aurait traversé l'Oubangui, rivière qui sépare le Zaïre de la capitale centrafricaine, afin d'éviter que la révolte ne le traverse avant. Le chiffre avancé de 400 morts paraît un minimum, s'il est vrai que le 19 au soir il y a déjà 100 soldats tués. Bokassa retire l'obligation du port de l'uniforme, trop tard : le monde a déjà fait de tous les enfants de Bangui des délinquants. Son fils, le prince Georges, exilé en France, n'a sans doute jamais proféré pire menace que celle-ci, qui conclut si fort à propos le premier acte : "Les étudiants en particulier, qui suivent attentivement l'actualité internationale, ont certainement été motivés par les événements en Iran qui ont provoqué le départ du Shâh !"

Mais les 8-16 ans, vous savez ce que c'est, vous leur donnez ça et ils prennent jusque-là. Bokassa n'aura plus la paix. Le 29 janvier, les enseignants suivent l'enseignement élémentaire de leurs élèves et se mettent en grève : sans salaires depuis deux mois, ils n'admettent plus que l'Etat rémunère armée et police en priorité ; d'autres fonctionnaires se rallient ; les paysans, qu'on acquitte de leurs récoltes en chèques, alors qu'il n'y a pas de banques dans les campagnes, attaquent les chefs-lieux ; et les niños de Bangui versent l'huile sur le feu : le 22 février l'armée est obligée d'encercler les lycées ; le 8 avril, quelques étudiants sont arrêtés avec le ministre de l'Education "convaincu d'avoir rédigé des tracts pro-soviétiques". Le lendemain, après de nouvelles manifestations, l'armée investit l'université. Les réunions quotidiennes ont maintenant lieu dans les églises. Et, bon dieu, les enfants commencent à parler : "La population a désormais "tendance à dire tout haut ce qu'elle pense". Ce n'est pas étonnant : les écoles, où l'on n'apprend qu'à se taire ne sont plus fréquentées depuis janvier, à l'exception de l'université qui vient seulement de fermer, mais il serait surprenant, dans une situation aussi radicale, que les étudiants n'aient pas le retard qu'ils ont dans la vie. Et comme on se demande à la Préfecture, et peut-être à l'Elysée, ce que sont ces terribles pensées toutes hautes, on envoie des espions. Le 17 avril, à Notre Dame d'Afrique, dans le quartier de Bois Robbé, trois flics civils infiltrés sont tabassés ; le 18, rafle d'enfants et d'adolescents dans les quartiers nord (Bois Robbé, Gobengo, Fou, Galabadja), emmenés à la prison de Ngaragba, torturés et tués. Comment faire

quand un enfant parle à table ? Le laisser parler ? Lui donner une claqué ? Pas davantage que le Nicaragua, le Centrafrique n'a de lois concernant les enfants subversifs. Il n'y a que deux moyens de les faire taire : soit les laisser faire, jusqu'à ce qu'ils s'épuisent, mais je ne garantis pas le résultat, soit les massacrer. Le 20 avril, le MESAN, parti unique, "condamnait énergiquement le désordre, la haine, la division et la subversion orchestrée par les étudiants et par une force occulte". Sans doute, la thèse du complot commençait à se faire attendre. Mais le drôle de la formule "force occulte" rachète ce retard, quand on songe au rapport ambigu entre le gouvernement français et l'énorme arrière-train de Bokassa.

La disparition des enfants pris dans la rafle du 18 avril (que Rattenfänger Maidou, Premier ministre, tente d'expliquer ainsi : ayant pris peur, ils auraient traversé l'Oubangui, d'où apparence de disparition, puisqu'ils seraient rentrés à Bangui deux jours plus tard) va déclencher la Reconquista du Centrafrique par les valets. La presse de gauche française lance une virulente campagne de politique intérieure contre Giscard, président de droite, et protecteur de Bokassa. Ce faux problème étouffe dans son fracas le combat réel. Les paparazzi y transfèrent la violence et la terreur dans le vocabulaire, comme ce soudard sec de Jean de la Guerivière qui traite l'empereur de "soudard alcoolique". Peu à peu le public acquiert la certitude que Bokassa a mis la main au massacre ; et occulte avec force dans ce moralisme dramatisé ce qui l'y a contraint. Les rats quittent le navire : Sylvestre Bangui, ambassadeur en France, confirme l'accusation (mais n'était-il pas à Paris le 18 avril ?), fait défection, et fonde un Front de Libération le 22 mai ; Giscard d'Estaing suspend le peu d'aide militaire de la France au Centrafrique ; le gouvernement des Etats-Unis, encore moins engagé, l'imite. Le 16 août, une commission d'enquête clôt ce deuxième acte commencé dans la rue, où l'ennemi est parvenu à renverser en pleurnicheries diffamatoires ce qui était une ébauche d'offensive gueuse, par un rapport estimant "quasi-certaine" la participation de Bokassa au massacre, où il y aurait eu entre "50 et 200 morts".

L'acte trois est un coup de théâtre de boulevard. Dans la nuit du 20 au 21 septembre, David Dacko, cousin que Bokassa avait renversé en 1966, atterrit à Bangui dans un avion militaire français, reprend sa place et abolit l'Empire. Dès que Giscard a eu le bas du pantalon salopé par les gouttes de sang, il a décidé, effrayé, de changer de préfet, en évitant d'en faire couler davantage, et en essayant de conserver une apparence d'indépendance à l'ex-colonie. Cette

apparence ne résiste d'ailleurs même plus au témoignage du premier parachutiste français venu : "C'est simple, on est allé se préparer vingt-quatre heures au Zaïre avant d'arriver ici." Quant à Bokassa, c'est simple, il est allé se retirer en Libye, où il n'avait aucune autre raison d'aller en visite officielle, que de laisser la place à son prédécesseur, en échange de la liberté et de la vie, et peut-être de la bourse. Devant la presse, Donald Dacko ouvre son grand bec, c'est simple "depuis toujours je préparais le coup d'Etat". Mais nos journaux de Mickey, à qui reviennent tous les mérites de ce coup de préfecture, applaudissent bruyamment ce premier mensonge, où se lit pourtant tant de mépris de la sacro-sainte constitutionnalité politicienne. Concluant leur campagne centrafricaine, ils ovationnent actuellement le cousin Dacko autant qu'ils conspuent le cousin Bokassa. Car toute l'opération vise à focaliser sur l'ex-dictateur toute la responsabilité que se partageait, hiérarchiquement, toute la racaille dont il était le sommet. Bokassa, apprend-on, était bien pire encore : avant d'être infanticide, l'alcoolique était éléphanticide pour brader à vil prix le précieux ivoire centrafricain, ensuite il est devenu cannibale. Plus il est ridicule, cruel, stupide et primitif, plus ce mauvais nègre blanchit tous les autres. Ainsi même un Maidou, non seulement ne doit pas être inquiété, mais reste Premier ministre. Et le public, trompé par cette arlequinade, s'applaudit de ce qu'il croit être sa propre indulgence.

Mais la vengeance, immédiatement, frappe à toutes les portes. "Un couvre-feu est instauré et le personnel est envoyé dans les hôpitaux. Des éléments incontrôlés se livreraient en effet à des violences et à des pillages." "Une certaine confusion règne dans la capitale centrafricaine, où des bandes incontrôlées sont en train de piller des magasins appartenant soit à des membres de la famille de Bokassa, soit à des Français." Devant ce danger ressuscité, cette plaie rouverte, le 24 septembre, au nom de tous les valets centrafricains, la police locale abandonne toute apparence d'indépendance : "Le nouveau chef de la Sûreté est content de la présence des soldats français. Simplement, il regrette qu'ils ne peuvent pas être plus nombreux, car il se produit encore quelques pillages, puisqu'ils ne peuvent être partout." Lorsque le rideau tombe sur cette scène finale, le spectateur a froid dans le dos : demain, dit la morale, les satrapes seront suffisamment discrets dans leurs massacres pour ne plus nuire à leurs protecteurs ; demain, répond en écho l'histoire, les enfants seront grands.

9) KATMANDU, NEPAL

Kâtmându est la carte postale d'une mode qui fane comme la mode rasta en Jamaïque fleurit. Le Népal n'a ouvert ses frontières qu'en 1958, et ce paradis du routard a dû interdire en 1973 le haschisch, qui attirait tous ces touristes. Beatniks, freaks, babas ont inoculé le virus de la soif du monde, dont ils sont des porteurs inconscients, aux vallées oubliées dans l'ombre de l'Himâlaya. Et quand ils repartent, c'est eux qu'on regarde. Mais dans les têtes qu'ils ont croisées ils ont semé la même modernité qui les a poussés si loin, et dont l'acte de naissance est toujours une révolte.

Le 6 avril 1979, l'ambassade du Pakistan à Kâtmându est attaquée par des "étudiants" furieux. Il semble que ceux-ci, opposés à l'exécution de Bhutto, s'en prennent à ceux qui les empêchent de se rendre au Pakistan. La grève à l'université de Tribhuvan débouche rapidement sur un programme de 22 demandes, apparemment très éloignées du prétexte Bhutto. A partir du 23 avril, la rue devient l'enceinte du débat. Jusqu'au 23 mai, le Népal va connaître sa première avalanche, si caractéristique des débuts d'insurrection, qui ne jaillit pas du séjour des neiges, mais du feu des esprits. Le 29 avril, la police tire sur une manifestation et avoue les deux premiers morts ; le 5 mai, il y en aurait déjà entre 3 et 25 ; le 9, deux personnes sont tuées à Bharatpur, révolte et répression s'étendent aux campagnes ; enfin, le 23 mai, on compte "plusieurs" morts "après une sanglante journée d'émeute à Kâtmândou" où "Les manifestants ont incendié deux journaux pro-gouvernementaux, endommagé les bureaux de la compagnie aérienne nationale et incendié ses dépôts de carburant." Le lendemain, 24 mai, le roi Birendra annonce un référendum où les électeurs auront à choisir entre le multipartisme et le système des Panchayats. Le Premier ministre démissionne.

Comme les référendums de France en 1969 et d'Iran en 1979, ce référendum népalais est une tentative pour substituer une fausse dialectique à une trop véritable. L'opposition entre Panchayats et partis politiques (à quelle sauce la soumission sera-t-elle accommodée ?) a été lourdement fabriquée par tout ce qui conserve ou prostitue de la pensée, pour ensabler le début de guerre entre pauvres modernes et Etat moderne, tous deux en formation accélérée au Népal. Notons, comme première singularité de cette escarmouche passée quasiment inaperçue, que son prétexte, qui se situe hors des frontières a été oublié en route par les deux camps. De la part des gueux, ce n'est pas

étonnant, puisqu'ils n'avancent qu'en dépassant les prétextes ; mais les valets s'en font généralement le bastion de la récupération. Or l'indignation pour le sort de Bhutto n'est qu'une oeuvre de propagande ; et des Népalais, ingénument radicaux, ont demandé à aller voir. Cette abolition de frontière a été vivement empêchée, car ces crédules qui se seraient émus sur place menaçaient d'y découvrir ces approximations de la propagande qu'en général on appelle mensonges. Que des gueux se rendent compte par eux-mêmes, en communiquant au-delà des frontières, est bien la pire menace que des valets peuvent redouter.

Démocratie contre Panchayats est donc devenu la ligne de défense, en retrait du prétexte. En 1959, des élections démocratiques amenèrent au gouvernement le Parti du Congrès et son chef Koirala. En 1960, le roi père du roi Birendra, qui lui succède en 1972, fait un coup d'Etat et instaure le système des Panchayats. Le Panchayat est d'abord un conseil de notables de village. Ces conseils de village élisent des Panchayats de province. Ces conseils de province élisent 112 délégués au Panchayat Suprême, auquel s'ajoutent 23 créatures nommées par le roi. Cette Assemblée nationale n'a qu'un pouvoir consultatif, c'est-à-dire nul. Les partis politiques sont exclus des Panchayats. En 1979, Koirala, arrêté, puis relâché le 9 mai, personnifie cette spectaculaire usurpation, qui voudrait laisser croire que des pauvres sont allés se faire tuer dans la rue pour un Koirala, pour une démocratie occidentale.

Mais derrière cette façade on aperçoit l'ombre du négatif : en mai, aux 22 demandes étudiantes s'ajoute une demande d'abolition d'une campagne "retour au village". Les étudiants et jeunes citoyens chinois, éthiopiens, iraniens avaient ainsi été dispersés, au moins partiellement ; ceux de Kâtmându ont lutté avec succès contre ce conservatisme anti-urbain puisque, le 28 mai, le roi accepte la démission du "comité central" responsable de la campagne "retour au village". Le même jour, dans les cendres des deux journaux gouvernementaux détruits le 23, la commission électorale chargée de surveiller le référendum est obligée de consacrer formellement la liberté de presse et d'association. Que ce soudain débat n'ait eu que des étudiants comme accusateurs publics paraît difficile à imaginer, tant ce mai népalais ressemble aux plus graves émeutes de ce temps. Ainsi, le 6 juin, le gouvernement, comme tout Etat moderne luttant contre les conséquences de débordements imprévus, interdit la grève dans les professions d'utilité publique, pour casser celle des services financiers et de l'industrie alimentaire. La suite des événements sort du champ de

la colère et ressemble à la restauration des prérogatives d'un dictateur : le référendum n'a lieu qu'en décembre, et les paysans y donnent une légère majorité au système des Panchayats.

Ce n'est pas le PNB par Etat, mais le mode de communication et la concentration d'esprit sur le champ de bataille qui définissent les pauvres modernes. Il n'y en a pas au Kurdistan et en Afghanistan, où buts, méthodes et terrains des rebelles sont encore paysans. Mais à Kâtmându, ce ne sont pas les paysans, et probablement assez peu les étudiants qui se sont soulevés ; et le terrain est la ville. L'ennemi raconte ces événements avec une désinvolture et une approximation extrêmes, parce qu'il méprise autant les pays pauvres que les pauvres modernes méprisent les campagnes. Quoique aussi peuplé et aussi étendu que la Tchécoslovaquie, le Népal apparaît comme un "petit pays" écrasé contre les montagnes, où tout événement est vain, tant il y a d'isolement géopolitique et de retard économique ! Si les Népalais se révoltent, ce ne peut donc être davantage que pour un 89 tardif, où bonne démocratie remplace vilaine royauté. Comme les partis "révolutionnaires" d'Europe regardaient par dessus l'épaule l'insurrection de 1917, à cause du retard économique de la Russie, les économistes d'aujourd'hui ne sont pas en mesure de même entrevoir ce spectre surprenant et fugitif qui a traversé la place publique de Kâtmându en 1979. Et là où ils virent un jeune monarque, représentant encore Dieu sur terre, dans un pittoresque petit royaume-musée, tampon impuissant entre l'Inde et la Chine, il y avait un petit dictateur pragmatique, agile et brutal ; là où ils crurent un hindouisme perpétuel et tranquille, un orientalisme pour touristes et alpinistes, il y avait une jeunesse citadine aussi violente que celle qui en Russie en 1917, par le plus accidenté des raccourcis allait bousculer toutes les idéologies jusqu'au stalinisme ; et là où ils n'entendirent que les archaïsmes historiques qui flattent leur propre modernité, il y avait un nouveau champ de bataille du présent. Je dis cela pour qu'on ne sous-entende plus : au Népal, laissez-moi rire ; mais qu'on se dise : même à Kâtmându !

10) MONROVIA, LIBERIA

La plus shakespearienne des escarmouches eut lieu à Monrovia, capitale du Liberia : ce fut une fulgurante tragédie d'une journée, suivie du gros comique d'une peur ennemie dont les effets durent toujours.

Le Liberia est le plus ancien Etat d'Afrique. Fondé en 1847 par d'anciens esclaves affranchis américains, il tire de là son nom et son drapeau, sa constitution et sa ridicule fierté. Une hausse du prix du riz pour dissuader les paysans qui le cultivent de l'abandonner au profit des plantations de hévéa, déclenche une manifestation de colère le 14 avril 1979 à Monrovia. La police et les chars de l'armée bouclent le quartier du palais présidentiel, tirent en l'air, puis sur la foule : 41 morts et 548 blessés sont officiellement recensés. "In the subsequent rioting crowds smashed the windows of the Finance Ministry and the headquarters of the ruling True Whig Party and looted shops and supermarkets", "Plus de 90 % de magasins de détail et de gros que compte la capitale libérienne ont été partiellement ou totalement détruits par la foule en colère", "Pendant toute la nuit de samedi à dimanche des coups de feu ont été tirés contre les pillards" ; dimanche, 15 avril, couvre-feu de 6h à 18h ; voilà pour la tragédie.

Le comique est déjà dans cet horaire de couvre-feu, qui interdit la journée mais pas la nuit. C'est la première d'une cascade de mesures destinées à prévenir la gifle *de la veille*. Réveillés d'un train-train tiers-mondiste, d'espoirs boutiquiers, de rêveries chrétiennes, du passé, le président Tolbert et ses complices sont tombés à côté du lit. Le monde moderne est entré par la porte et la fenêtre dans un même courant d'air, cassant quelques précieux bibelots (90 % des magasins de détail et de gros, ce doit être une sorte de record !). Le temps de se frotter les yeux, les valets libériens, plus esclavagistes que ceux qui ont affranchi leurs aïeux et plus esclaves que ces affranchis, sentent leurs genoux comme du coton. Car la colère qui a bastonné ces scélérats leur a laissé une trouille rétrospective aussi impudique que caricaturale. Plus le pied qui lui a flanqué ce coup s'éloigne, plus ce chien aboie : le 17 avril, en vertu d'un accord de janvier, Tolbert appelle en renfort une centaine de "léopards" guinéens, qui viennent occuper les "points stratégiques" de Monrovia ; le prix du riz ne sera pas augmenté ; le 20 avril, l'université est fermée ; 5 000 \$ sont offerts pour la délation de chacun des cinq chefs d'une quelconque "Alliance Progressiste du Libéria" véhementement accusée d'avoir tout fomenté ; le

26 avril, Tolbert obtient les pleins pouvoirs pour un an ; le 28, expulsion de trois soviétiques ; et le 4 juin, suppression de l'habeas corpus.

C'est West Africa qui conclut le mieux, parce qu'avec le plus de cynisme blasé, la faute du président Tolbert, son désarroi fleur bleue : "The liberian authorities have much to learn about the handling of hostile crowds, perhaps because they have so little experience of them. It should certainly be possible to disperse a protesting crowd of 2 000 without 30 people being shot dead." Rien qu'avec ces chiffres rétrécis, cet organe d'information enseigne, par l'exemple, comment disperser une foule. C'est ce qui permet de supposer que la fébrile agitation du gouvernement libérien pendant les six semaines qui ont suivi l'émeute, si elle n'est pas due à la seule panique, est la répression de la vengeance, occultée par l'information, des 41 morts du 14 avril.

11) SANTO DOMINGO, DOMINICAINE

"Army troops fought gun battles today with demonstrators protesting a 48 percent increase in the price of gasoline, leaving five people dead, including a 9-year-old-boy, authorities said.

"Authorities said they arrested 400 people who were involved in the protest, but they gave no list of injured in the clashes. Witnesses earlier reported that several persons had been wounded.

"The fighting erupted when army troops moved in to stop a protest march by supporters of the nation's taxi drivers, who had declared a 48-hour strike to protest a 60-cent gasoline price increase that brought the price to \$1.85 a gallon.

"Jose Francisco Pena Gomez, secretary general of the governing Dominican Revolutionary Party, said in a radio speech tonight that the extreme right instigated the strike and said the government would not be toppled."

Le 1er août 1979, voici l'incendie de retour aux Caraïbes. C'est à peine si, à St Domingue, six mois plus tard, toutes les apparences sont un peu plus extrêmes qu'en Jamaïque : l'essence, toujours prétexte, est augmentée ici de 40 % contre 7 en Jamaïque ; le gouvernement accuse de complot, non plus la droite, mais l'extrême-droite ; et s'il y a deux morts de moins à Santo Domingo, on y pleure, horreur, un enfant de 9 ans.

Encore une fois, on ne connaît que le récit officiel. Il ne nous dit pas si le pillage a eu lieu. Il ne nous dit pas l'âge des combattants, s'ils vont à l'université ou portent des dread locks. Il ne nous dit pas la durée du combat. Il ne nous explique pas l'extraordinaire similitude avec ce qui s'était passé à Kingston, qui paraissait déjà d'une extraordinaire similitude avec ce qui s'était passé à Quito, Lagos, Atananarivo. Pourtant, il semble clair que ni les émeutiers, ni les gouvernants d'Etats pourtant si voisins, ne se sont consultés. Le 16 août, la crapule gérant cette moitié d'île, voulant figer cette révolte au prétexte, promet des "concessions" aux chauffeurs de taxi et l'établissement d'un système de transports publics appartenant à l'Etat.

Cet éclair de brutale conscience attire dans le champ de vision les minuscules Etats des Caraïbes. Car si la République Dominicaine compte parmi les doyennes de ces républiques, la plupart de ces îles, plus petites, viennent seulement d'être émancipées. Presque toutes ces indépendances sont accompagnées de turbulences imprévues. L'île de la Dominique, par exemple, qui ne compte que 77 000 habitants, n'a fêté son accession à la souveraineté qu'en novembre 1978 ; or le 29 mai 1979, suite à un projet de loi pour limiter le droit de grève dans les "essential services" et un autre pour punir la presse (le New Cronicle avait fait état de rapports secrets entre la mini-république et l'Afrique du Sud), 13 à 18 000 personnes manifestent dans la capitale Roseau à l'appel des syndicats : 2 morts, grève générale. Un long imbroglio, politique seulement, va sauver le récent Etat par le ridicule, va assurer sa stabilité par le bouleversement de ses défenseurs : un président s'enfuit, un Premier ministre refuse de démissionner, puis s'enfuit, les forces de sécurité se mettent en grève, etc... A Castries, capitale d'un autre Etat miniature, Sainte-Lucie (110 000 habitants), le 10 août 1979, une manifestation de l'opposition de droite est attaquée par des individus armés de pierres et de sacs d'excréments. Comme la police n'intervient pas, on suppose que les lanceurs de merde sont partisans du gouvernement de gauche. Mais comme la soirée se terminera dans le pillage et le "vandalisme", il faut bien conclure que le laxisme policier, fut-il justifié par la ruse politicienne, est désormais, jusqu'au fin fond des Caraïbes, un luxe périmé. Comme les pédants docteurs en médecine des comédies du XVIIe siècle, les géopoliticiens modernes se sont penchés au chevet d'un malade si jeune et si émotif. Et ils ont conclu, après palabres, que les Caraïbes en bloc viraient, viraient, viraient à gauche. Car ils font la somme des gouvernements qui se disent à gauche, supputent et soupèsent la proximité de Cuba, rajoutent deux coups d'Etat de gauche à Grenade et à Surinam et additionnent à ce total toutes les révoltes en vrac. Et

lorsque une émeute a lieu dans un pays par hasard de gauche, ils préfèrent affirmer la thèse du complot de droite plutôt que d'admettre la spontanéité et l'apolitisme des émeutiers, et opinent pour la purge, surtout après qu'elle ait eu lieu.

Ce qui paraît tout de même singulier, est que personne ne se soit même inquiété de cette parcellisation extrême, qui donne au plus microscopique îlot une voix à l'assemblée générale de l'ONU, au même titre que les Etats-Unis. Ce morcellement outrancier révèle d'abord le dégoût grandissant des Etats colonisateurs pour ces lointains territoires, qui ne leur sont plus qu'une charge, et dont les habitants leur sont hostiles. Il n'existe aucune autre façon, dans la présente organisation du monde, de se débarrasser d'un territoire éloigné et importun que de le transformer en Etat. Ensuite, les pauvres du nouvel Etat réagissent : quand ils ont salué l'indépendance, dont la promesse avait tenu en bride leur colère contre l'Etat colonial, c'est comme s'ils croyaient que ce serait leur indépendance personnelle, et non pas la soumission à la soi-disant indépendance d'un Etat. Maintenant ils constatent qu'ils n'ont pas obtenu l'abolition, mais la responsabilité de leur misère. Le malheur de ces petits Etats écrasés dans le cendrier des Caraïbes, si proches des temples marchands de l'Amérique, et engloutis par des vagues successives de touristes, c'est qu'ils sont les premiers Etats modernes dont la naissance est postérieure à l'existence sur leur sol de pauvres modernes, leurs ennemis.

Sans doute, la petitesse de ces Etats divise la grandeur de leurs ennemis. Ni en Jamaïque, ni en Dominicaine, ni en Dominique, ni à Sainte-Lucie, les trublions n'ont su vaincre ces frontières d'Etat renforcées par l'océan. Mais, par ailleurs, la critique d'un Etat souverain dans sa capitale est toujours plus dangereux pour ce vieux monde que dans un chef-lieu de province, fut-il cent fois plus peuplé. Aucune révolte n'a encore franchi aucune frontière d'Etat. La multiplication des Etats, autant qu'elle l'empêche, y incite. Que ceux qui sourient avec condescendance de l'idée acrobatique d'une révolte consciente et simultanée dans les rues de New York et de Moscou partie de Roseau ou de Castries remplacent leurs lunettes de soleil par des verres grossissants. Car même si tout y est en petite quantité, tout y est : capitale d'Etat et inondation de marchandise, esprit des villes et intelligence négative, religion et jeunesse, toute la misère, toute la richesse. Parce qu'il est devenu champ de bataille du monde, le Nicaragua, "petit pays" aussi, a acquis une importance hors proportion avec sa superficie, sa population, son PNB. Les petites capitales dans

la guerre d'aujourd'hui seront bientôt comme les villages dans les guerres de Napoléon : Austerlitz, Wagram, Waterloo.

Le problème urgent de la saignée des Caraïbes, qu'on n'osait pas cependant présenter au public, a été résolu, provisoirement, de la manière la plus inattendue : deux hurricanes (auxquels le puérilisme des savants d'aujourd'hui, amplifié par les flatteries des organes d'information pour l'infantilisme du public, donne des prénoms, comme à des enfants : David pour le premier, Frederic pour le second) saccagèrent complètement toutes ces îles, et y firent plus de morts que les émeutes (29 août et 10 septembre 1979).

12) LA PAZ, BOLIVIE

Lorsque, comme cela arrive parfois, des militaires font l'aumône du "pouvoir" aux partis démocratiques civils, il n'y a jamais de quoi se réjouir. C'est que les chefs de l'armée n'estiment plus leur présence nécessaire pour que la tête de l'Etat pense comme eux. C'est qu'ils peuvent se permettre d'échanger la tranquillité des casernes et de leurs affaires particulières avec les tracasseries des affaires publiques. Tant qu'elle ne craint aucune vengeance, une dictature militaire qui abdique, n'abdique pas. Au lieu de porter elle-même le collier, elle le fait porter à son chien : les civils du gouvernement auront plus peur de l'armée dans leur dos, qu'en face d'eux. Et les démocraties occidentales, autant pour la Bolivie que pour le Nigéria, veulent bien compter parmi les leurs des dictatures militaires, pourvu qu'elles revêtent ce genre de feuille de vigne démocratique ; d'autant que jeux télévisés, tournois oratoires, diversions idéologiques paralyseront pendant les longs mois de transition le remuant public de ces Etats.

Le 1er juillet 1979 eurent lieu les élections présidentielles boliviennes : la bourse de gauche, Paz Estenssoro eut une courte avance sur la bourse de droite Siles Zuazo, à moins que ce ne soit l'inverse. C'était maintenant au Congrès de trancher. Il ne parvint pas à se mettre d'accord sur l'un des deux candidats. Guevara Arce, non candidat au scrutin universel, fut nommé président par intérim, le 1er août. Pour soutenir la bourse de gauche, la Confédération Ouvrière Bolivienne avait appelé à une grève de 24 heures ce jour-là.

"One person was killed and about twenty others injured, two of them by gunshots, during political rioting here tonight, police said.

Rioters set fire to police vehicles and tried to loot shops, the police said." Le 3, l'armée repose ses pantoufles toutes neuves, en soupirant par la voix du général Victor Ensillo : "We don't want to stay but if the armed forces have to remain to prevent anarchy we are prepared to do so." "The general strike, also largely effective in halting business activity because buses and taxis stopped running, was free of violence, except for attacks by small groups of vandals on police posts and a dynamite explosion near the national television station in which a man was killed. By bolivian standarts, these incidents were minor." A combien de morts s'élève le "standart" bolivien ? Les boliviens sont un peu sauvages d'ordinaire, et ne connaissent pas de mesures quand ils s'entretuent. Comment un pauvre d'Amérique du Nord, face à une information aussi insultante, peut-il soupçonner l'identité d'intérêt, le courage et l'extrémisme moderne de ses contemporains de Bolivie ?

D'autant plus que cette attitude de la presse, qui n'oscille qu'entre la consternation et le soulagement selon le nombre de morts annoncé par la police, semble enfin s'être étendue jusqu'à la presse locale : "Things have changed in this country said Mariano Batista, a newspaper editor. It used to be that one shot and every one was out in the streets. Now people value order a lot more." Ce Batista parle comme un général bolivien qui voudrait justifier l'abdication de l'armée par l'éducation qu'elle a réussi à donner au "people". Mais Batista oublie peut-être que les chefs de la COB, qui eux réellement "value order a lot more", se sont peut-être autant modernisés dans la prudence que lui dans son dédain affecté de la rue, en ayant organisé, comme tous les syndicats, une grève de 24 heures pour épuiser une base dont ils craignent un éventuel débordement ; que cette base n'a été ainsi appelée dans la rue que pour une petite affaire politique qui n'intéresse en réalité que les Batista, les journalistes occidentaux, les bouses de droite et de gauche, les chefs militaires et leurs pantoufles ; et que même pour si peu, les gueux de La Paz, si étroitement encadrés, ont débordé, pillé, attaqué l'ordre en sa police même, trahissant par là que c'est toujours avec eux seuls que doivent compter les valets de Bolivie, qui par la voix de Batista peuvent se féliciter que pour cette fois, ils n'ont pas été pires que craints.

Le 6 août, le Congrès confirme Guevara Arce président dans l'indifférence générale : "The public is taking the crisis with calm." Les généraux boliviens, Guevara Arce et Mariano Batista ont raison de ne pas s'y fier.

13) KHARTOUM, SOUDAN

L'Etat soudanais est peut-être le seul Etat musulman à avoir soutenu l'Etat égyptien dans son rôle de Judas dans le spectacle de l'année : le traité israëlo-égyptien. Ce n'est pas le FMI qui récompense ce genre de service qui, au demeurant, passe aussi inaperçu dans le monde que tout ce qui est Soudan. Donc, comme le gouvernement égyptien deux ans plus tôt, le gouvernement soudanais est contraint d'augmenter les prix en 1979 : après avoir supprimé les subsides sur certains produits alimentaires de base, après avoir taxé tabac et alcool, il augmente l'essence de 66 %, et par conséquent, les tarifs des bus et taxis. Les 8 et 9 août, de violentes manifestations étudiantes, bien entendu, entraînent la fermeture de l'université et l'état d'alerte de l'armée, bien entendu.

Le 11 août, apparemment, le mouvement atteint son point culminant. Elèves et étudiants se battent des deux côtés du Nil : "The sources said three high schools have been closed in Omdurman and Khartoum. Students from the closed schools were reported to have set ablaze several patrol stations, hurled stones at cars and buses, and ordered motorists out of mainroads in Khartoum." Au même moment, annoncée pour cinq jours, comme une grève des chemins de fer pour obtenir une hausse des salaires. Il ne se rencontre plus, depuis que les Etats interdisent la grève dans un certain nombre de services "essentiels" (à l'Etat, à la répression, à la survie quotidienne, donc à tout ce que combattent des grévistes dépassant la grève) et que les salariés de ces services respectent cette interdiction, de grèves aussi judicieuses que celle-ci : le Soudan est un pays où toute la nourriture s'achemine par train, et où, en outre, le prix des autres transports vient d'augmenter spectaculairement. Le président soudanais, le maréchal Nemeiry, n'hésite pas à mendier l'extincteur de son voisin, ayant, semble-t-il, perdu le contrôle du sien. 100 000 soldats égyptiens viennent occuper les carrefours des rues, démanteler les barricades, patrouiller dans la capitale, et protéger les bâtiments publics. Si cette troupe est réellement aussi nombreuse, il s'agit d'une invasion. Mais non seulement le nombre mais même la présence de ce renfort est aussi invérifiable dans l'information que probable dans les faits.

Le 12 août, Abdel Gasseem Mohamed Ibrahim, secrétaire-général du parti unique et vice-président de l'Etat, est démis de ses fonctions. Le parti unique est taxé, moins durement que les marchandises de base, mais d'incompétence. Tout cela ressemble fort à un putsch du

président. A moins que je ne m'abuse, au premier incendie de l'émeute, son parti, c'est-à-dire l'armée soudanaise, était prêt à y jeter Nemeiry ; celui-ci a riposté en appelant l'armée égyptienne, supérieure en nombre et en armes, et a poussé dans les flammes le numéro deux du parti. Le 13 août, heureuse coïncidence, est la date prévue pour son discours annuel : prix de l'essence réduit, contrôle des prix du pain et des céréales, exportation de viande réduite, réaménagement des transports et du parti, fixation de l'émeute au prétexte et remise en selle du dictateur. Communistes et membres du Baas irakien, dont quelques débris militent effectivement parmi la jeunesse la plus inoffensive (les étudiants), sont accusés de complot. Le black-out total de l'information laissera juste filtrer la fin de la grève des cheminots au bout des cinq jours annoncés, donc le 16 août, non sans menaces de leur part, au cas où leur prochain salaire ne serait pas effectivement augmenté de 50 %. "Khartoum connaît une accalmie qui a suivi dix jours d'émeutes estudiantines" donc en fait 8, et avec estudiantines bien entre guillemets. Le même 16 août, Ali Malik, chef de l'armée soudanaise, éprouve le besoin de soutenir publiquement Nemeiry.

Le lendemain, 17 août, l'armée égyptienne rentre en Egypte. Elle n'aura pas pu dissimuler 10 morts qu'elle a fait parmi les "civils" soudanais. Le même jour, huit ministres sont démis, un "Front Progressiste Soudanais" flambant neuf, accuse Nemeiry de "centaines d'arrestations". Le chef des Frères Musulmans, signe des temps, est appelé au gouvernement. Dans une superbe envolée lyrique, Africa Research Bulletin constate tristement qu'une émeute profite aux récupérateurs les plus radicaux : "With their own, and very different, objectives in mind, the banned Sudanese Communist Party and the right-wing Moslem Brotherhood were making political hay while the sun of civil unrest shone brightly on the humid Khartoum midsummer."

De l'exécution des ordres du FMI à leur annulation précipitée, du prix de l'essence au complot, des étudiants au nombre de morts, des élèves au pillage, de la simultanéité entre grève et émeute à la panique de l'ennemi, il n'a manqué aucun cliché à cette escarmouche, y compris la lenteur puis la mauvaise volonté de l'information à parler de ses auteurs. De plus, elle engendra le spectacle éhonté et resté secret d'un chef d'Etat, montrant l'exemple du mépris des frontières en appelant à son secours personnel une armée deux fois plus nombreuse que celle qu'il craignait n'être plus la sienne ; et la chute, comme une branche pourrie, d'une faction de valets. Mais même s'il a été ainsi éteint, les jeunes de Khartoum ont appris à faire le feu. Tous les Nemeiry combattent l'intérêt du feu, cette grande découverte humaine,

à la vérité, sans argumentation. Car s'ils voulaient justifier cet obscurantisme, ils devraient qu'ils admettent sa seule raison, qu'ils risquent d'être brûlés par ce feu, et pourquoi. Et ils s'entendraient répondre par la belle jeunesse de Khartoum : Et alors ! Il vient bien de brûler dix des nôtres ! Qu'importe qui notre feu brûle, pourvu qu'il fonde le monde !